



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

rythmes scolaires

Question au Gouvernement n° 1350

Texte de la question

## RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

**M. le président.** La parole est à M. Arnaud Robinet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

**M. Arnaud Robinet.** Monsieur le Premier ministre, une fois de plus, votre gouvernement a réussi à faire l'unanimité contre lui ! (« *Eh oui !* » sur divers bancs du groupe UMP.) Maires, enseignants, parents d'élèves : la fronde contre votre passage en force sur la mise en place des nouveaux rythmes scolaires prend chaque jour un peu plus d'ampleur. Mais vous serez bien vite confronté à cette réalité que vous refusez de voir, et pas plus tard qu'aujourd'hui, à l'occasion de l'ouverture du Congrès des maires, lorsque les élus locaux vous témoigneront de ce fossé abyssal que vous creusez chaque jour un peu plus entre vous et les Français. Le Président de la République ne s'y est pas trompé, en refusant de s'y rendre par peur d'essuyer une bronca ! (« *Ouh !* » sur quelques bancs du groupe UMP.)

Sur ce sujet, quelle est la réalité du terrain ? animateurs non formés, familles et enfants déboussolés,...

**M. Jean-Paul Bacquet.** C'est vous qui êtes déboussolé !

**M. Arnaud Robinet.** ...locaux insuffisants, et un manque de moyens financiers que vous refusez de voir. L'État contribue à hauteur de 50 euros par élève, alors qu'au moins 150 euros seraient nécessaires. En tout, 500 millions d'euros manquent à votre financement.

Résultats : vous allez créer des inégalités profondes entre villes riches et villes pauvres, entre communes rurales et grandes agglomérations ; vous humiliez les enseignants, les parents, les enfants ; vous mettez en péril le budget de nos communes. Aujourd'hui, pour les maires et les contribuables, la réforme Peillon s'écrit « payons » ! (*Sourires sur divers bancs.*) Cette réforme n'est pas mûre. Monsieur le Premier ministre, la politique idéologique doit être remise au placard. Alors écoutez et ouvrez les yeux. Aujourd'hui 69 % des Français sont pour l'annulation ou le report de votre réforme.

Laissez aux communes le choix d'appliquer ou non votre réforme, c'est tout le sens de la proposition de loi déposée par Xavier Bertrand et certains de nos collègues sur les bancs de l'opposition. Ma question est simple. Sur ce sujet comme sur d'autres, vous naviguez à vue : allez-vous, oui ou non, entendre ce que les élus de France, le corps enseignant et les familles vous disent, et revenir sur cette réforme que vous voulez imposer à tout prix ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Pierre Morel-A-L'Huissier.** Ils n'entendent rien !

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

**M. Vincent Peillon**, *ministre de l'éducation nationale*. Monsieur le député Robinet, je pense que vous partagez sans difficulté avec nous l'idée qu'il est important aujourd'hui de permettre à tous nos enfants la réussite.

**M. Éric Straumann**. Ce n'est pas comme cela qu'on va y arriver !

**M. Vincent Peillon**, *ministre*. Pour ce faire, nous devons prendre un certain nombre de mesures, parfois courageuses.

**M. Éric Straumann**. C'est une catastrophe !

**M. Vincent Peillon**, *ministre*. Il faut d'abord créer des postes. Je regarde avec intérêt la situation de votre académie : 350 postes supprimés dans l'académie de Reims en 2011, 330 postes supprimés en 2012, et cette année : 10 postes créés ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Il faut ensuite être capable de former ces enseignants, il faut être capable de revoir les programmes,...

**M. Arnaud Robinet**. Ce n'est pas la question !

**M. Vincent Peillon**, *ministre* . . .et il faut être capable de donner aux élèves un temps scolaire utile et efficace, c'est-à-dire cinq demi-journées de classe par an : c'est ce que vous aviez eu quand vous étiez élève, et ce que les enfants de France – les seuls au monde ! – n'ont plus depuis quatre ans !

**M. Philippe Meunier**. On attend toujours la réponse à la question !

**M. Vincent Peillon**, *ministre*. Apprenez qu'un certain nombre de collectivités territoriales, souvent rurales – 80 % dans le Gers, 80 % dans la Haute-Vienne –,...

**M. Christian Jacob**. Et à Strasbourg ?

**M. Vincent Peillon**, *ministre* . . .parfois même dirigées par des personnalités de l'opposition, ont réussi ce passage. Je vous encourage donc à prendre contact avec elles pour leur demander comment elles ont réussi à le faire,...

**M. Yves Censi**. Elles paient !

**M. Vincent Peillon**, *ministre*. . .les bonnes volontés qu'il a fallu mobiliser, les priorités, le travail avec les équipes enseignantes et avec les associations. Je serai jeudi au Congrès des maires ; ce sera l'occasion d'écouter les uns et les autres, ceux qui veulent vous faire profiter de leur expérience et de leur volonté d'arranger la situation des élèves de France ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Arnaud Robinet](#)

**Circonscription** : Marne (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1350

**Rubrique** : Enseignement maternel et primaire

**Ministère interrogé** : Éducation nationale

**Ministère attributaire** : Éducation nationale

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [20 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 novembre 2013](#)